

# le monde libertaire



Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
29 octobre au 4 novembre 1998

10,00 F

## Lycéens en lutte

# Allègre : le mépris

**L**E GOUVERNEMENT EN GÉNÉRAL et Allègre en particulier jouent serré. 200 000 manifestants le 13 octobre, 500 000 le 15 et à nouveau 300 000 le 20, la contestation lycéenne a pris une bien dangereuse ampleur. Après la trêve forcée des vacances de la Toussaint, la braise pourrait bien reprendre. Ils le savent mais parlent cyniquement sur l'essoufflement. En guise de réponse aux revendications lycéennes, le ministre de l'Éducation nationale délivre essentiellement de la poudre aux yeux.

Au printemps dernier, la Seine-Saint-Denis s'embrasait. Après cet avertissement pourtant sévère, Allègre n'a rien changé. Ces dernières semaines, avec les lycéens, le foyer s'est étendu à la France entière, jusqu'à gagner de petites villes traditionnellement plutôt calmes, mais Allègre continue comme si de rien n'était. Il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. La gauche au pouvoir croise les doigts. Jusqu'ici, tout va bien...

### Lycéens méprisés

Allègre prend les lycéens pour des imbéciles. Ils sont en grève. Ils se plaignent d'être traités comme du bétail, entassés dans des classes surchargées. Mais ils ne connaissent pas les « bonnes statistiques ». Ton docteur et hautain, Allègre se charge de leur les fournir, les lycéens ne sachant pas compter...

Cette attitude méprisante semble chez lui être érigée au rang de méthode. Au printemps dernier, il a fait mine d'organiser une grande consultation nationale des lycéens. Vaste fumisterie, tout était déjà décidé avant même de commencer. La diversité des réponses a été gommée, les résultats ont été traités et surinterprétés dans le sens qui arrangeait Allègre. Puis, il a prétendu en tirer une réforme prétendument conforme aux aspirations des lycéens.

Tous n'ont pas avalé cette mascarade. Interviewé, un lycéen de Chelles a été clair : « À lire les questions, on nous prenait pour des imbéciles. On l'a rempli en rigolant, tellement c'était ridicule. Et après, ils font un colloque avec ça. Mais ce sont nos cahiers de doléance qu'il faut faire remonter. »

Aujourd'hui, Allègre persiste à prendre les lycéens pour des gamins. D'énormes manifs contestent sa poli-

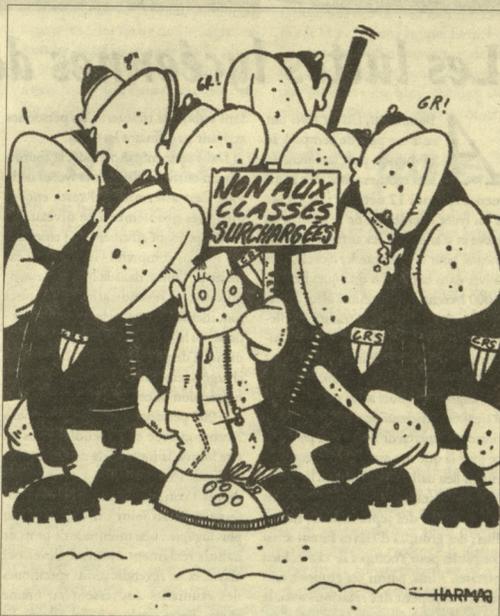
tique. Il affirme le contraire et prétend même s'appuyer sur ce mouvement pour accélérer la mise en place de sa réforme. Dans un grand quotidien, un représentant de la coordination d'action lycéenne de Grenoble n'est pas dupe : « On nous attribue des revendications qui ne sont absolument pas les nôtres. J'entends parler d'allègement de programmes. Or, dans nos manifestations, je n'ai jamais vu de banderoles sur ce thème! ».

### Récupération politicienne

Pour tenter de parvenir à ses fins, Allègre bénéficie d'un allié providentiel, la F.I.D.L. Sans représentativité réelle, cette « Fédération indépendante et démocratique des lycéens » est pure-

ment de toutes pièces une coordination à sa botte et bénéficiant d'un quasi-monopole médiatique. Rompue aux basses manœuvres et aux pires magouilles, la Gauche socialiste applique au mouvement lycéen ses méthodes habituelles.

À mille lieux des préoccupations lycéennes, la F.I.D.L. inscrit son action dans la logique politicienne de la Gauche socialiste. Ce courant, absent du gouvernement et relativement marginalisé aujourd'hui dans le P.S., se sert actuellement du mouvement lycéen pour donner des gages à Jospin, montrant son utilité tout en espérant obtenir un certain retour en grâce au sein du P.S. et, peut-être, quelques places éligibles sur la liste socialiste aux européennes de 1999.



ment et simplement une émanation de la Gauche socialiste. Créée en 1987, à partir des comités jeunes de SOS-Racisme, suite à la vaste grève contre la loi Devaquet, la F.I.D.L. a été à l'époque conçue dans le seul objectif de pouvoir jouer le rôle d'interlocuteur privilégié du pouvoir lors d'un prochain mouvement lycéen.

S'appuyant sur les moyens militants et financiers du syndicat étudiant U.N.E.F.-I.D. dont la Gauche socialiste a pris le contrôle, la F.I.D.L. tente de surfer sur la contestation lycéenne,

Une telle tentative de récupération politicienne affaiblit le mouvement lycéen, le divisant et tentant même de le dévoyer, tout en donnant incontestablement des arguments à ceux des lycéens qui se veulent « apolitiques », dans le sens d'un corporatisme étroit.

### L'ennemi : les cités

Quand des jeunes, lycéens ou étudiants, expriment une révolte, réelle bien que diffuse, s'organisent, se mettent en grève et défilent ●●● page 8

### Lycéens en lutte

page 2 et 3

### Pinochet : le serial killer

page 5

### Le Monde libertaire en procès

page 8

## EDITORIAL

« La canaille... j'en suis ! » répondait Louise Michel lorsque des tenants de l'ordre moral et de l'ordre social jetaient l'anathème sur des révolutionnaires qui, poussés par la faim, pillaient une boulangerie, ou sur les révolutionnaires de la Commune. Le bon vieux « classe pauvre, classe dangereuse » a toujours fait recette. Aujourd'hui encore, en plein mouvement lycéen, cette équation est mise en avant et sont jetés les qualificatifs de « racaille, caillera ou encore lascar » afin de mieux diviser et opposer les bons élèves... des mauvais. Mais dans la réalité, ces derniers ne sont, pour la plupart, même plus élèves. Cette fameuse rupture générationnelle évoquée par la presse et tous les soi-disant spécialistes de la jeunesse, est simplement une ligne de partage entre ceux qui ont encore la tête hors de l'eau et ceux qui ont déjà coulé. Les premiers, encore intégrés dans le système scolaire, se battent contre la précarité du quotidien et de l'avenir alors que les seconds ne pensent plus qu'à la survie, la démerde, le business quitta à arnaquer son voisin. Mais les premiers savent aussi qu'ils peuvent glisser de l'autre côté de cette ligne de partage. Alors, la lutte n'en devient que plus urgente. D'un côté comme de l'autre, cette génération est réunie par le fait d'être soumise à la précarisation générale de la société. Et les lycéens en lutte l'ont bien compris en popularisant le slogan « Qui sème la galère récolte la colère! ».

La galère, c'est bien la précarité. Précarité dans les conditions d'études mais précarité aussi pour l'entrée dans le monde du travail. Déjà, en 1994, les lycéens s'étaient radicalement battus contre une mesure de précarisation générale de leur entrée sur le marché de l'emploi. C'était alors l'époque de la lutte victorieuse contre le CIP. Aujourd'hui, tout aussi sournois que le CIP, mais légitimés par toute la bonne conscience « de gauche », les emplois-jeunes s'installent de plus en plus dans la normalité des premiers boulots, pour ceux qui ont la chance d'en avoir un. En septembre, pour son numéro de rentrée, le *Monde libertaire* titrait « Précarité ras-le-bol! ».

Les lycéens nous donnent aujourd'hui de l'écho. Il paraît aussi qu'un des slogans le plus populaire lors de la dernière grande manifestation parisienne fut « Dans grève, il y a rêve ». Les lycéens ont compris qu'il est temps de repenser l'éducation mais aussi de rêver d'un autre avenir et qu'il n'y a rien de mieux que la grève pour poser les choses à plat, se rencontrer, discuter, échanger et rêver. C'est bien dans ces moments que les idées se diffusent le plus rapidement, que des solidarités se forment et que les projets s'élaborent. D'ailleurs rêve, c'est aussi présent dans Révolution et en plus il y a évolution... quand le rêve peut devenir réalité.

ISSN 0026-9433 - N° 1138

M 2137 - 1138 - 10,00 F



FOP 2520

lycéens en lutte

# Plan bidon pour les lycées

**C**LAUDE ALLEGRE EST NUL EN pédagogie mais recordman en démagogie. Champion du monde! Pour l'esbroufe il ne craint personne, comme l'a montré à souhait la présentation de son « plan d'urgence pour les lycées », mercredi 21 octobre devant les députés. Même les plus conciliants des lycéens, prêts d'avance à se réjouir des annonces de réforme du papa gâteau Claude, se sentent floués devant la nullité des propositions du ministre Allègre. Chez ceux, plus militants, qui exigent de véritables changements, la colère s'ajoute maintenant à une détermination toujours présente malgré les discours lénifiants des médias sur l'essoufflement du mouvement et l'arrivée des vacances de la Toussaint. Derrière les grands mots, aucun moyen, aucune idée novatrice, si ce n'est dans le sens d'une précarisation de plus en plus voyante des personnels de l'éducation nationale.

## Cause toujours

Avant le plan Allègre, le mot d'ordre dans les lycées était « ferme ta gueule », maintenant ce sera « causes toujours ». Le ministre appelle cela un progrès de la démocratie lycéenne et annonce avec un aplomb qui tient de l'insulte : « il s'agit d'une victoire pour les lycéens ». Superbe victoire en effet! Le montant du fond de la vie lycéenne passe de 140 millions à 280 millions... dans un budget qui avoisine les 250 milliard de francs. Dans la même veine, Allègre crée un organisme bidon (purement consultatif bien sûr) : le Conseil de la Vie Lycéenne. Cela va permettre de trouver une occupation aux lycéens trop remuants qui pourrions s'époumoner dans une structure sans pouvoir de décision. De temps à autre quelques miettes

devraient même en tomber, concernant les emplois du temps par exemple. Toujours plus fort, une charte des droits et libertés reconus aux lycéens doit être distribuée à tout élève entrant au lycée. La solennité avec laquelle Allègre a annoncé ces promesses est à la mesure de leur vacuité. Quelle peut bien être, par exemple, la mesure d'importance qui nécessite « qu'un décret en Conseil d'État [fassse] obligation aux lycées de s'y conformer dans un délai de deux mois. » C'est le mandat des représentants élus (et faut-il le rappeler, sans pouvoir aucun) des lycéens qui est porté à deux ans. Étonnant non?

## Précarisation

Il y a cependant plus grave que tout ce vent. En effet, Allègre a profité de l'agitation lycéenne pour faire passer un train de mesures concrètes qui vont sans ambiguïté dans le sens de la précarisation des conditions de travail dans les lycées. Les élèves demandaient plus de profs. Ceux-ci étant fonctionnaires et donc recrutés par concours, la seule solution consiste à augmenter le nombre de postes ouverts au concours. Or depuis plusieurs années c'est le contraire qui se produit. Plutôt que de profiter de la baisse (légère) du nombre d'élèves dans les lycées pour diminuer le nombre d'élèves par classe, les gouvernements successifs ont préféré diminuer le nombre des nouveaux profs. Résultat : les classes sont surchargées et certaines n'ont même pas d'enseignant. La solution d'Allègre consiste à embaucher des précaires en contrat à durée déterminée pour boucher les trous. Ce qui vaut pour les profs vaut aussi pour les autres catégories de personnel. Qu'on en juge simplement par la composition des 14000

« adultes supplémentaires » du plan Allègre : 3 000 surveillants (à mi-temps), 10 000 emplois-jeunes et 1 000 appelés du contingent.

## Effets d'annonce

Un certain nombre des pseudo-mesures du ministre ne sont en fait que la constatation des faits. Par exemple, Allègre annonce qu'aucune classe de Bac ne dépassera « en règle générale » 35 élèves. C'est beaucoup trop et c'est précisément la situation actuelle dénoncée par les grévistes. Il y a en effet presque toujours 35 élèves par classe.

C'était encore il y a quelques jours un scandale, ce sera demain un progrès de la réforme. Les effectifs maximum devraient être de 25 élèves par classe, comme l'avait admis pour le collège la réforme Habby de 1977 (on est revenu depuis sur ce plafond de 25 élèves par classe au collège). Dans la même veine, les 4 milliards de francs « accordés » pour la rénovation des lycées ne sont qu'un prêt aux régions. Les présidents de région, souvent de droite, ont ainsi au beau jeu de rappeler au ministre que l'État aurait mieux fait de rembourser les 5,5 milliards de francs qu'il

leur doit. Finalement, il n'y a absolument rien de positif dans les réformes promises par Allègre et rien non plus qui puisse satisfaire les revendications, pourtant particulièrement légitimes, des lycéens. La seule chose notable c'est la méthode d'Allègre que résume le commentaire de son prédécesseur au ministère, François Bayrou : « Les lycéens dirons si ce dispositif leur suffit. Peut-être avez-vous choisi de laisser s'essouffler le mouvement suffisamment longtemps pour que la réponse soit positive? ». C'est fou que l'opposition rend intelligent.

**Franck Gombaud**



## Les luttes lycéennes de Besançon

**A**BESANÇON, LES LYCÉENS ont mis un peu de temps à se mobiliser, puis à structurer leur mouvement. Tout commença le lundi 12 octobre ; les élèves d'un lycée décidèrent de se mettre en grève et d'aller voir les autres établissements, pour convaincre les élèves de la suivre dans la rue. En quelques heures, 3 000 lycéens étaient réunis place Saint-Pierre, où commencent traditionnellement toutes les manifestations. Le lendemain, même mobilisation dans le but d'aller gueuler devant le rectorat.

Malgré ces débuts assez prometteurs, il n'existait strictement aucune organisation avant mercredi 14 ; c'est à partir de ce jour là que des assemblées générales eurent lieu dans l'ensemble des lycées de la ville. Au cours de ces assemblées dans chaque lycée des représentants furent élus ; des groupes d'élèves furent aussi constitués pour s'occuper de tâches bien précises. Ainsi, parmi ces groupes, certains s'occupent des relations avec la presse, d'autres forment le service d'ordre, chargé de limiter au maximum les « débordements » au cours des manifs,

sans oublier la trésorerie, les personnes écrivant ou diffusant les tracts...

Dans cette même période, la coordination entre les différents lycées de la ville s'est affirmée ; s'il reste encore quelques problèmes à ce niveau, on peut cependant affirmer que l'ensemble des lycéens comprend l'importance extrême de l'unité dans la lutte. D'autant plus que les revendications lycéennes sont identiques entre les différentes sections, ou les différentes régions du pays : manque de profs titulaires, classes surchargées, emplois du temps invivables, suppression de certaines options...

6 000 personnes environ ont défilé à Besançon avec ces revendications en tête lors de la journée de manifestation du jeudi 15. D'ailleurs, à cette manif, un petit cortège d'étudiants et de professeurs s'était joint à nous, ce qui est plus logique : une multitude de profs de bahuts réclament moins d'élèves par classe, et les revendications spécifiques des étudiants s'adressent au même down, notre rigolo et jovial Allègre. La dernière journée de manifestation nationale du mardi 20 a réuni plus de 9 000 manifestants, malgré le prétendu « essoufflement » que les médias ont été heureux de signaler.

## Grève reconduite

Les pseudo-réformes du joyeux mammouth n'ayant pas convaincu beaucoup de lycéens, une grande partie d'eux ont l'air décidé à continuer

la grève. Cette dernière a donc été reconduite à une écrasante majorité (plus de 90%) jusqu'aux vacances dans la plupart des lycées de Besançon.

Même si, pour l'instant, les luttes lycéennes se sont très bien déroulées à un niveau local, il nous reste cependant quelques problèmes à régler. Déjà, le grave dilemme de la coordination nationale : faut-il être membre d'une délégation noyauté par la F.I.D.L., proche du P.S., pour pouvoir présenter nos revendications au ministre? Ensuite, les profs : tout lycéen doté de raison peut comprendre que les enseignants et leurs élèves sont embarqués dans la même galère, mais certains redoutent une tentative de manipulation de la part des syndicats, que ce soit la F.S.U., le S.U.D. ou le S.G.E.N. Enfin, le problème majeur demeure évidemment dans les façons de motiver à nouveau tous ces lycéens découragés par deux semaines de luttes infructueuses ; la coordination des différents lycées de Besançon s'est ainsi donné comme objectifs de programmer des actions pendant et après les vacances, afin que les lycéens restent dans une ambiance de lutte.

Les gouvernements devraient davantage se méfier de ces gentils et inoffensifs lycéens. Pour l'instant, nos actions n'étaient en effet pas trop méchantes ; mais les mentalités évoluent et peu de personnes apprécient vraiment le mépris...

**Thierry - groupe Proudhon (Besançon)**

Sortie d'un supplément au *Monde libertaire* pour la manif du 5 novembre ainsi qu'une série de 6 autocollants spéciale lycée (15 F les 100) à commander à la librairie du *Monde libertaire* (145, rue Amelot, 75011 Paris).

**le monde libertaire**

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot  
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08  
Fax : 01 49 29 98 59

## Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).

Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication : André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion N.M.P.P.

# État et patronat : des casseurs bien organisés

**D**EPUIS TOUJOURS, L'ÉTAT s'est servi de la peur collective pour mater les mouvements d'émancipation sociale et renforcer un peu plus son arsenal répressif. Sous la Révolution, c'était les rumeurs sur les bandes de brigands, sous Pétain, c'était les résistants, monstres sanguinolents apatrides, en 68, c'était les anarchistes juifs allemands. La liste des gros méchants dangereux est loin d'être exhaustive. De plus, et cela est fort connu, il n'y a pas mieux que la police pour fabriquer des casseurs à volonté. Pendant le CIP, en 1994, de nombreux témoins (journalistes, photographes) ont vu les CRS laisser passer de faux étudiants, leur laisser le temps de tout casser... et de repartir bien tranquillement. Alors, contrairement à ce qu'écrivait par exemple un journaliste du *Monde*, nous ne tomberons pas dans le piège de « la hantise des casseurs ». Oui c'est vrai des jeunes de banlieues, par groupes et sans même se cacher le visage, ont pillé boutiques de luxe, bureaux de tabac, magasins d'audiovisuel, ne se sentant pas concernés par les revendications des lycéens. Ces derniers, eux, sont encore dans l'attente de s'en sortir par les études. Ils sont les victimes du mythe de l'école pour tous, de l'égalité des chances, ces mythes bidons que gauche et droite nous rabâchent sans arrêt.

Les « casseurs » comme les surnomment les médias n'ont plus rien à attendre. Ils consomment vite, sur le tas, avec rage. Exclut de l'école, pour eux, la liberté et l'égalité s'en sont allés et ils n'ont pas le temps d'attendre la fraternité... Pourtant, loin de nous de faire l'apologie de leurs méthodes et des valeurs qu'ils véhiculent (culte du fric, de la force, de l'autorité et sexisme). Cependant, leur violence est une violence de classe opprimée et s'il faut jeter la pierre à quelqu'un, ce n'est pas à eux

mais à ceux qui depuis des décennies ont des responsabilités écrasantes dans le développement de la misère sociale sciemment entretenue, à savoir l'État et le patronat. Rappelons encore une fois quelques faits. Six millions de gens vivent avec des minima sociaux, 10% des ménages vivent avec moins de 3500F par mois. Le nombre de Rmistes a doublé (plus d'un million) en dix ans... les licenciements continuent. Chaque mois, un journal se fait fort de monter un dossier sur la misère...

## Un dérapage inquiétant

Dans ce lancinant constat la seule chose qui change un peu c'est qu'à gauche on ne cherche plus du tout à casser les causes de ces inégalités mais on gère franchement les effets qui en découlent. Le délire sécuritaire, le culte de l'ordre, c'est désormais la gauche qui en fait sa gloire. Jospin a créé son Conseil national de sécurité, il déploie la gendarmerie autour des banlieues, il y met un peu plus de CRS chaque jour. Ses députés réclament un budget plus conséquent pour la police... Peu à peu, nous vivons totalement à l'ombre des képis. Faire son marché, aller au spectacle, prendre le métro, tout cela en charmante compagnie des flics, tel est notre présent pluriel!

Le P.C.F. « plus à gauche dans la gauche » en rajoute ces jours-ci. Gerin, maire de Vénissieux, banlieue lyonnaise, se paie une moitié de page dans *Libération* (17-18 octobre) pour faire de la pub à sa pétition au premier ministre concernant le droit de vivre en sécurité. Plus fort encore, Claude Cabanes, dans *l'Humanité* du 16 octobre, parlant des « casseurs » les traite de « maigres escouades de petits truands maffieux ». Il en appelle aux CRS car « la République a aussi le devoir d'assurer l'exercice de la liberté de manifestation pacifique ins-



crit dans la Constitution ». Ces propos sont ignobles. Même si leur auteur veut démontrer que la violence ne vient que d'une petite partie de la jeunesse des banlieues, sa pensée est toujours inacceptable. Elle continue à distiller la suspicion, la haine vis-à-vis d'une population touchée de plein fouet par la misère. C. Cabanes fait comme Jospin avec des sans-papiers soi-disant non régularisables.

Désormais, ce sont donc les communistes qui eux aussi vont crier au « classe pauvre = classe dangereuse ». Pas besoin d'être très fin pour comprendre que tout ce boueux torrent sécuritaire nous mène droit à un futur fasciste. La gauche une fois de plus historiquement fait le lit de la peste brune. Et dire que l'État et ses médias continuent de nous bassiner avec leurs fameuses zones de non droit où « des bandes armées sévissent »! Ces zones de non droit, ne serait-

ce pas les patrons qui, malgré de juteux bénéfices, continuent de licencier, ou ceux qui s'expatrient pour mettre en esclavage des populations encore plus corvéables après avoir empoché des aides d'État? Ces zones, ne serait-ce pas les commissariats où désormais les flics adulés chaque jour un peu plus se permettent brutalités, sévices, surtout sur ceux qui ont le malheur d'avoir la peau colorée (voir rapport de 1997 d'*Amnesty International* sur les polices d'Europe). Quant aux innombrables bavures policières dans les banlieues, c'est du baratin, n'est-ce pas?

## Groupons-nous et demain

Face aux tensions sociales, la gauche plurielle court devant les idées fascisantes et cherche à diviser à chaque fois tous ceux et celles qui en ont assez de la barbarie capitaliste : salariés contre chô-

meurs, français contre immigrés, fonctionnaires contre salariés du privé et maintenant lycéens contre jeunesse des banlieues, tout cela afin de mieux faire passer le rouleau compresseur. Si en ce mois d'octobre 1998 les lycéens sont mal à l'aise vis-à-vis des « casseurs », c'est que ces derniers représentent à leurs yeux la perte d'un avenir meilleur. C'est pourtant ce qui arrive à la jeunesse étudiante. L'école comme ascenseur social est en panne. Alors, au lieu de renforcer cette division entre jeunes, les lycéens doivent au contraire élaborer des revendications basées certes sur une autre école mais aussi sur une autre société pour plus d'égalité économique, plus d'entraide et pour une démocratie directe. Il est indispensable de pouvoir davantage étudier correctement mais encore faut-il avoir un futur digne d'un être humain libre et acteur de sa vie  
Jaime. - groupe Kronstadt (Lyon)

## Lycéens, seule la lutte paie!

**D**EPUIS MAINTENANT PRES D'UN MOIS, des lycéens descendent dans la rue pour de légitimes revendications. Cette mobilisation croissante a montré que l'action collective était efficace pour qu'on s'intéresse de plus près aux problèmes de l'enseignement secondaire et ainsi mettre Claude Allègre dans l'embarras. D'autres générations de lycéens en ont fait autant avant, preuve que le malaise n'est pas nouveau et qu'Allègre et ses collègues précédents (Bayrou, Jospin, etc.) n'ont pas accompli leur « travail ». En 1995, 1990, les lycéens manifestaient pour travailler dans de meilleures conditions, en 1994, contre le CIP, en 1986 contre le projet Devaquet, etc. Pourtant les voilà de nouveau dans la rue, les stages bidons et CES prospèrent... La sélection scolaire favorise toujours les enfants des milieux aisés et défavorise ceux issus des classes plus modestes. Nous pouvons affirmer que tous les ministres de l'Éducation méritent un zéro éliminatoire, mais surtout qu'ils ne règlent pas ces problèmes, car ils ne sont pas là pour ça mais pour nous persuader qu'ils essayent, bref de gérer tout mécontentement.

### « Casseurs » et lycéens

Alors? Le problème est social et politique. Social, car le lycée n'est pas un lieu isolé mais un espace et une époque transitoire pour les jeunes avant le monde du travail (salarié et exploité le plus souvent), du chômage ou étudiant. Dans tous les domaines sociaux, l'on constate des problèmes : chômage, pauvreté, racisme, pollution, sexisme, etc., et un mal de vivre qui se traduit par des actions désespérées souvent violentes commises seul ou en groupe. C'est dire que lorsque des « casseurs » se déchaînent, le gouvernement en profite

pour diviser le mouvement lycéen, en cela bien servi par les médias. Il ne s'agit pas ici d'excuser des actes de vandalisme et d'agression, bien au contraire, mais il semble trop simple de condamner, réprimer, diviser sans comprendre la signification, les origines de tels actes. Pourquoi des jeunes cassent? Non, ce n'est pas comme le précisent certains, à cause de la disparition de l'autorité. Mais c'est l'expression d'une révolte irrationnelle causée par un système de domination, d'exclusion et d'exploitation.

### L'inégalité des chances

L'école, voilée par l'idéologie traditionnelle de l'égalité des chances, tend à faire admettre qu'elle vient précisément restituer aux étudiants une stricte égalité de conditions et n'accorde les succès qu'aux seuls mérites, mais exclut les classes dominées et renforce la légitimité des inégalités sociales en les convertissant en résultat d'une concurrence équitable, se fait reconnaître comme instance légitime d'imposition, légitime la hiérarchie des cultures propres à chaque catégorie sociale, exerce une violence symbolique, psychique, et participe à la domination sans violence apparente. Ainsi les enfants des classes favorisées parviennent à l'école en détenant une compétence linguistique, plus proche de la langue scolaire que celle des enfants d'origine populaire. L'élimination scolaire frappe alors fortement ces enfants, ce qui légitime la sélection des enfants des classes privilégiées. Organisons-nous afin de créer de véritables lieux d'apprentissage et de solidarité et non plus de pseudo-savoirs et de compétition légitimant la compétition et la hiérarchie sociale.

David Audegond, FA Montpellier

## Faits d'hiver Humain, trop humain!

En Espagne, la fourrière de Bilbao a été condamnée à payer des dommages et intérêts pour avoir enlevé une voiture mal garée au motif qu'une vieille dame était à l'intérieur de la bagnole.

À bien y réfléchir, mettre les vieux à la fourrière, c'est pourtant quand même moins pire que de les mettre à la poubelle de tous les hospices et de toutes les maisons de retraites.

À Lisores, dans le Calvados, lors d'une chasse au chevreuil, un gros con de chasseur, ayant entendu du bruit, a plombé sévère un adolescent (sûrement un jeune con) qui faisait le rabatteur.

À bien y réfléchir, prendre un connard pour un chevreuil ça n'est pas plus pire que de tirer les braves gens de toutes les guerres civiles ou de toutes les guerres tout court... comme des lapins. Ou de tirer les insurgés de Kronstadt (dixit l'Obersturmführer de l'armée rouge, Léon Trotsky) comme... des perdreaux!

Il y a une semaine, en Belgique, un automobiliste a parcouru 6 kilomètres avec le corps sans vie d'un homme qu'il venait de fracasser. Précisons que la victime, après le choc, avait traversé le pare-brise, la vitre arrière de la bagnole et était resté en suspend, les pieds sur la banquette arrière et le nez sur le pot d'échappement.

À bien y réfléchir, ce compagnonnage avec les gens qu'on écrabouille est carrément moins pire que le regard qui se détourne, les trois pas qu'on fait de coté ou les trois sous de charité qu'on jette à tous ceux que ce système de merde écrase tous les jours!

Un Suisse qui avait signalé fin juillet le vol de son portable vient de retirer sa plainte. Le voleur était tout simplement son propre chien qui avait enterré l'appareil dans le jardin... avec ses os.

À bien y réfléchir, prendre un portable pour un os ça a vraiment un côté sympa.

Humain, trop humain!

Jean-Marc Raynaud

# Y'a pas que les jeunes qui manifestent! Retraités en colère, y'en a marre de cette galère!

**C**E N'EST PAS TOUS LES JOURS qu'à lieu une mobilisation massive des retraités. C'était le cas ce jeudi 22 octobre : à l'appel des cinq principales confédérations syndicales, ils étaient des dizaines de milliers à manifester (100 000 dans toute la France).

## Les multiples raisons d'une mobilisation

Les raisons qui poussent aujourd'hui les retraités à descendre eux aussi dans la rue sont légions. On peut en citer quelques-unes.

D'abord, c'est la dévalorisation constante des pensions qui est en cause. La fiscalité vient diminuer sévèrement leur pouvoir d'achat (en 12 ans, les retraités ont perdu 10% de celui-ci) avec, par exemple, la réduction progressive du plafond en dessous duquel intervient un abattement spécifique de 10% (mesure datant du plan Juppé). Concrètement, ce plafond est actuellement à 31 900 F par foyers fiscaux. Il va tomber à 12 000 en l'an 2000. Donc, en clair, les couples de retraités qui percevront plus de 12 000 F par mois verront leur revenu imposable gonfler de 10%, ce qui modifiera sensiblement le montant de l'impôt. Signalons aussi que, depuis 1987, les pensions demeurent indexées sur les prix et non sur l'évolution des salaires. Sur le long terme, cette pratique est évidemment très défavorable aux retraités.

Et puis enfin, les retraités n'ont pas échappés à la C.S.G. et à la R.D.S. (Remboursement de la dette sociale), issu encore du plan Juppé, mis

en place, pour une durée de 13 ans, depuis 1996. Mais les revendications principales restent le retour au calcul de la pension sur les 10 meilleures années de cotisation et aux 37,5 annuités de cotisations (aujourd'hui, il faut avoir cotisé 40 ans pour obtenir une pension à taux plein, c'est-à-dire grosso modo 50% de la moyenne des 25 meilleures années).

## La menace des fonds de pension

Dans un premier temps les fonds de pension sont présentés comme un « complément nécessaire » aux régimes existants. Mais les fonds de pension relèvent d'une logique totalement incompatible avec le plus élémentaire principe de solidarité. Le fonctionnement est très simple : des organismes financiers se chargent de gérer une épargne collective au niveau des entreprises et de la faire fructifier en Bourse. Évidemment, en cas de manœuvre spéculative « malchanceuse », de malversations ou de krach, adieu veaux, vaches, cochons et couvées ! Les épargnants devront repousser le moment de leur départ en retraite.

En ce qui concerne le « concurrent gênant », le régime général, la grande étape pour la casse de celui-ci semble toute programmée : le crime sera perpétré à l'occasion du « choc démographique » prévu pour 2005. À ce moment là, nous dit-on, le nombre de retraités deviendrait « ingérable ».

Que le nombre de retraités augmente, que la population vieillisse, c'est un fait. Mais le ratio du

nombre de retraités par rapport au nombre « d'actifs » n'a guère de signification si on ne le met pas en parallèle avec l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire de notre capacité collective à créer des richesses. On sait qu'un travailleur d'aujourd'hui produit beaucoup plus qu'un travailleur d'il y a dix ou vingt ans. Donc, ce n'est pas parce qu'il y

aura plus de personnes âgées qu'il y aura moins de richesses à partager ! On nous agite des chiffres chocs, destinés à frapper les esprits et lorsque le gouvernement annonce la création d'un fond de réserve (au montant dérisoire : 8 à 10 milliards de francs), en « prévision de ces années difficiles », il sait fort bien que cet argent servira en fait à ali-

menter un régime de solidarité ultra-minimum, de type « assistance publique », et qui n'aura plus rien à voir avec le régime général (déjà réduit à une peau de chagrin).

## La misère cachée

Largement considérés comme des vaches à lait, les retraités subissent aujourd'hui une double charge. Comme on vient de le voir, ils sont la cible des pouvoirs publics sur le plan de la fiscalité, et par ailleurs, une bonne partie d'entre eux doit généralement assumer une autre tâche : celle consistant à aider financièrement enfants et petits enfants victimes du chômage et de la précarité ou ayant des salaires trop faibles pour pouvoir boucler les fins de mois.

Une autre partie, importante, des retraités ne peut même pas rendre ces services, car la réalité la voici : un million de retraités survivent avec le minimum vieillesse soit 3340 F par mois, des milliers de personnes sont obligées de travailler jusqu'à 65 ans et plus pour se garantir une retraite de misère.

Mais de cela, personne n'en parle, ou presque. Les médias se contentent de nous présenter un troisième âge heureux de vivre, nouvelle clientèle pour l'industrie du loisir, tranquille adepte de voyages touristiques organisés...

Domage que les cortèges de lycéens, les cortèges de salariés et ceux des retraités ne se soient pas fondus en un seul et même mouvement de grève générale...

Régis. - groupe Kronstadt (Lyon)



## vol réussi pour Ariane 5

# L'émotion au service d'une technostucture

**A**RIANE 5 QUI VIENT D'ÊTRE QUALIFIÉE, a déjà coûté aux contribuables 40 milliards de francs. Pour faire passer la pilule, il faut travailler l'opinion publique par le sentiment et l'imaginaire. Une civilisation capable de s'arracher de la terre, de se poser sur la lune, d'envoyer des missions sur mars mérite la ferveur et l'admiration de toute la population. La nation entière derrière ces nouveaux héros de l'espace. La campagne Appolo et l'homme sur la lune a coûté 600 milliards de francs pour un intérêt scientifique minime que des robots auraient pu effectuer à moindre coût. Mais ces 600 milliards, dépensés par la N.A.S.A., se justifient par la conquête du prestige dans une guerre de représentation contre des soviétiques et l'Europe...

## Projets pharaoniques

En France il en est de même. Le C.N.E.S. (1) reçoit de l'État autant que le ministère de la Culture sans que l'intérêt d'une telle somme soit discuté quelque part. Et les polytechniciens, normaux... installés dans les bureaux de la direction du C.N.E.S. doivent jouer sur cette émotion pour extraire les milliards nécessaires à leurs projets. L'avion Hermès est à ce titre éloquent. Au début des années 80, avec la réussite des fusées Ariane, le C.N.E.S. a le vent en poupe.

« Le C.N.E.S. a besoin de remobiliser ses troupes avec un projet d'envergure. » Alors que le chômage grimpe (ce que certains appellent plus tard la fracture sociale), en dehors de toute réflexion sur la nature de nos besoins, la technostucture va engendrer son propre projet : un avion spatial. On estimera d'abord les coûts à 3 milliards

de francs (1982) puis 13 milliards (1984), 35 en 1990 pour finir en 1993 à 52 milliards. Le projet avorté en 1993 aura coûté 8 milliards de francs. Huit milliards de recherche pour un projet non fonctionnel, inutilisable, mais qui aurait pu soulever l'enthousiasme d'une nation. Qui prend de telles décisions? Quelques hommes en nombre réduit : le patron du C.N.E.S. Le président de la République et deux ou trois ministres avec leurs directeurs de cabinets.

L'argument implacable du polytechnicien de la technostucture : la « démocratie réduite » est plus appropriée, plus rationnelle, plus efficace car nous nous situons dans la complexité et la nécessité de projeter à long terme. De notre position d'individu « quelconque », nous ne pouvons que sourire devant des députés qui se plaignent d'être peu informés et écartés des principales décisions. Aux États-Unis, le jeu parlementaire est plus important mais comme par hasard sans changement notable pour la population. Tous les ans, le budget de la N.A.S.A. est discuté avec une lourde présence du lobbying et donc de l'achat de parlementaires... Triste jeu d'une pseudo démocratie sans mandat, sans contrôle où le pouvoir financier joue de toutes ses astuces pour imposer ses visions.

## Choix de société

Ces technostuctures (de l'est à l'ouest), quel que soit leur mode de fonctionnement, se reposent sur une idéologie commune : la théologie de la technique avec l'inévitable équation « progrès technique = progrès social = bonheur pour l'humanité. » Les révolutionnaires têtus n'ont qu'à bien se tenir! Si dans les prochaines décennies

on se prépare à multiplier par 5 ou 10 le nombre de satellites envoyés, s'agit-il réellement de notre bonheur? À moins qu'il ne s'agisse de créer de nouveaux besoins en se plaçant dans une logique intraitable de l'offre. Et dans les sphères internationales, c'est une lutte acharnée qui se mène et qui consiste à occuper, à réserver les meilleures positions orbitales : une spéculation spatiale! « Le libéralisme n'existe que dans les livres, la réalité c'est le capitalisme. » (2). C'est pour cela que les recherches sur le lanceur Ariane sont réalisées avec des fonds publics mais que l'exploitation commerciale est gérée par une société privée, Arianespace (avec un chiffre d'affaires de 55 milliards ces dix dernières années). C'est pour cela que l'aérospatiale vient d'être privatisée et fusionnée avec Lagardère (33% Lagardère, 22% la bourse et 3% des parts de l'État iront aux 37000 salariés). C'est pour cela qu'en dehors d'opérations coûteuses de prestige, de recherches financées par des fonds publics, le secteur spatial est un secteur capitaliste classique où se jouent des gains de grandes ampleurs (notamment dans le domaine des communications).

Il ne faut pas forcément rejeter toute implication spatiale (météo, recherche, environnement...). Malgré tout il ne faut pas oublier que si la technique devient ce que l'on en fait, elle a malgré tout été conçue dans une société avec dans ses « gènes » les caractéristiques du milieu capitaliste qui lui a donné naissance. Une socialisation du domaine spatial dépasserait largement le cadre d'une vague réforme structurelle.

Régis. - groupe EA de Nantes

(1) Centre National des études spatiales

(2) Déclaration de Jospin!

# Pinochet : tribulations d'un serial killer

**N**om : Pinochet, Prénom : Augusto, Profession : Dictateur à la retraite, Signe particulier : serial killer. L'arrestation et la mise en détention à Londres du féroce dictateur chilien nous donnent l'occasion de rafraîchir les mémoires et de faire le point sur les ex-dictatures sud-américaines recyclées en « démocraties ».

commandant en chef de l'armée de terre chilienne jusqu'en 1997 et qu'il a été nommé sénateur à vie.

## Dictatures économiques

Il faut dire que les bonnes intentions humanitaires affichées au niveau international ne font pas bon ménage avec les intérêts politico-économiques des grandes puissances et notamment ceux des Etats-Unis. Ce n'est un secret pour personne, dès qu'on remue un peu le linge sale de ces dictatures on a la certitude d'éclabousser la C.I.A. ou l'une de ses filiales. Le retour à des régimes « démocratiques » en Amérique du Sud est largement dû à des raisons économiques. Un certain Georges Bush déclarait le 2 mai 1989, devant une conférence du Conseil des Amériques : « L'engagement dans la démocratie n'est qu'un élément dans la nouvelle association que j'envisage pour les nations des Amériques... [Elle] doit avoir pour visée la garantie que l'économie de marché survive, prospère et prévale. » Aujourd'hui la chasse aux subversifs a été remplacée par la chasse aux pauvres.

Dans les pays du cône sud où les inégalités sociales sont de plus en plus fortes, le danger vient des laissés pour compte du nouveau miracle économique : les escadrons de la mort massacrent les enfants des rues. La police et l'armée font la guerre aux habitants des bidonvilles.

Pour en revenir aux tribulations médico-judiciaires du vieux dictateur il est piquant de constater que c'est une juridiction espagnole qui fait incarner

le général sanguinaire. Impossible en effet de ne pas penser à un autre général, espagnol celui là, mort dans son lit et à ses complices qui n'ont jamais été inquiétés, malgré quarante années d'une dictature qui n'a pas fait dans la dentelle en ce qui concerne les droits de l'homme.

## Justice indépendante ?

Ironie de l'actualité, la justice espagnole a fait emprisonner le mois dernier les responsables désignés, dont un ancien ministre de l'Intérieur, de la sale guerre contre le terrorisme de l'E.T.A. Jusqu'où ira le juge Baltasar Garçon ? Jusqu'où le laissera-t-on aller ? Au-delà de ce cas particulier, quel crédit peut-on accorder aux juridictions nationales et internationales en charge de poursuivre les criminels de guerre ?

Il faudrait être bien naïf pour croire que, tout d'un coup, des instances judiciaires internationales ou dotées de compétences internationales, seraient en capacité de rendre justice aux opprimés. Les Etats-Unis et l'Union Européenne sont en train de se fabriquer une bonne conscience, de se parer d'une image démocratique. Le Nouvel Ordre Mondial s'offre des vertus démocratiques et humanitaires. Pendant ce temps, l'ordre du libéralisme économique, l'ordre de l'économie de marché règne sur la planète entière.

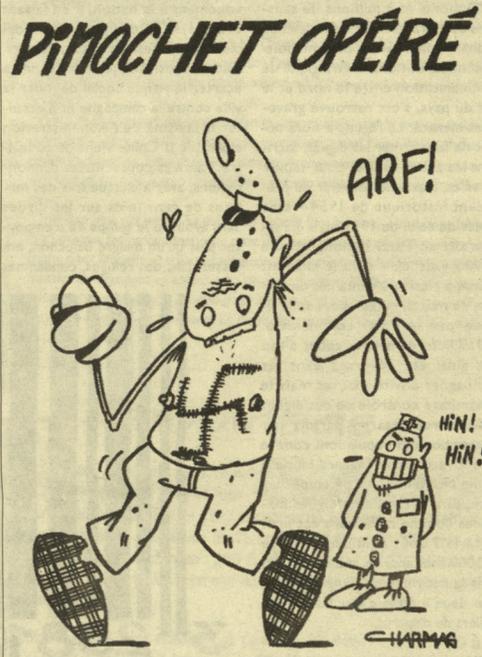
Quoiqu'il advienne du sinistre général Pinochet, il y aura toujours des opprimés au Chili et ailleurs. Le capitalisme triomphant ne s'embarrasse pas de préoccupations humanitaires lorsqu'il

s'agit d'engranger des bénéfices et de faire tourner la machine économique. Tout le reste n'est que poudre aux yeux et diversion.

Il n'y a qu'une justice pour la dictature, politique ou économique, c'est la

révolution sociale, celle dont l'un des objectifs majeurs est précisément de rendre impossible toute dictature.

Jérôme Varquez  
groupe Albert-Camus (Toulouse)



## Crimes impunis

Le retour sur le devant de la scène du souvenir douloureux des tortures, des disparitions et des exécutions sommaires des années 70 et 80 en Amérique latine nous interpelle cruellement : la plupart des dictateurs et de leurs séides n'ont pas été jugés pour leurs crimes. Partout c'est l'impunité pour les tueurs en série et leurs comparses. Le général Pinochet a lui-même proclamé sa propre loi d'amnistie couvrant tous les crimes commis de 1973 à 1978, on n'est en effet jamais si bien amnistié que par soi-même. Les forces armées brésiliennes s'étaient de la même manière offert l'impunité en 1978. Le dictateur chilien avait déclaré à l'époque : « Le jour où l'on touche à l'un de mes hommes, c'en sera fini de l'Etat de droit. » En Argentine les chefs de la dictature condamnés en 1985 sous le gouvernement de Raoul Alfonsín, ont été « pardonnés » par son successeur le président Carlos Menem.

Partout, c'est une évidence, la raison d'Etat est la meilleure garantie d'impunité pour les bourreaux du peuple. C'est elle qui fait qu'un Pinochet a pu rester

# Etats-Unis et Grande-Bretagne : la précarité tue

**S**ELON LE DETROIT JOURNAL, les autorités du Michigan ont condamné Fitzgerald Finishing Co à seulement 18 700 F (3 400 dollars) d'amendes pour les conditions de travail dangereuses qui provoquèrent lors de son premier jour de travail comme intérimaire, en 1996, la mort de Michael Aldridge, 24 ans, au bout de seulement vingt minutes. L'entreprise n'a pas averti les pouvoirs publics, et le corps de jeune sans-logis est resté des mois à la morgue avant que sa mère n'apprenne sa mort.

## 18 700 F : le prix d'une vie

En juillet, Ed Prophet est décédé chez Fitzgerald après que sa tête se soit prise dans une machine. Un représentant syndical a déclaré que la maintenance avait retiré les dispositifs de protection peu de temps après que la machine ne soit arrivée à l'usine. Prophet avait 28 ans et six enfants. « Vu la taille de l'entreprise, c'est un des endroits les plus dangereux du Michigan » selon Jeff Ditz du Département de la Sécurité et de la Santé au Travail du Sud-est du Michigan. Deux morts en deux ans, cela tient de l'homicide par négligence. Fitzgerald Finishing travaille pour les trois grosses entreprises de l'automobile (Ford, Chrysler, General Motors). Elle emploie 80 personnes. Les travailleurs ont voté leur affiliation aux UWA (Union auto workers), le syndicat de l'automobile, en mars. Des enquêtes réalisées en 1996 ont démontré que Fitzgerald n'avait pas de dispositifs de protection des travailleurs sur certaines machines et beaucoup de problèmes de sécurité. Au moment de la mort de Prophet, Fitzgerald n'avait toujours pas payé l'amende pour la mort d'Aldridge. Les avocats de la compagnie ont envoyé le chèque de 18 700 F au ministère du Travail cinq jours après la mort de Prophet. Prophet est mort le premier jour où il a travaillé seul sur sa machine. La machine tombait en panne sporadiquement depuis des semaines et elle était de nouveau tombée en panne ce jour-là. Sous pression pour faire redémarrer la production et avec un personnel de maintenance débordé, Prophet a apparemment décidé d'essayer de réparer lui-même la machine. Il a

été découvert la tête bloquée à l'intérieur. Sa gorge était sectionnée et il est mort, toujours bloqué, en perdant son sang. L'Etat n'a toujours pas décidé s'il allait donner une amende à la compagnie mais il a déjà déclaré que la précédente mort ne peserait pas sur sa décision.

## Ford : travailler à mort.

À l'usine Ford Motor Company de Dearborn, les dirigeants ont décidé de rappeler au travail les ouvriers en congé maladie, les faisant passer devant les médecins de l'entreprise pour déterminer s'ils étaient aptes à reprendre le travail. Un des ouvriers, Daniel Steelmont, un soudeur de 50 ans, avec trente ans d'ancienneté, a protesté en mettant en avant ses sérieux problèmes cardiaques. Il ne pouvait pas reprendre le travail. Mais on lui a bien fait comprendre que s'il ne venait pas, il tomberait sous le coup d'une « absence consécutive de cinq jours » et serait donc renvoyé, perdant sa retraite et ses prestations sociales. Steelmont est ainsi retourné au travail le 28 août, il a été ausculté par le médecin de l'usine et a du retourner au travail. Se sentant mal, il a demandé à rentrer chez lui, n'en eu pas la permission et est mort.

## Grande-Bretagne : la précarité tue sur les docks

Des militants ont fermé les docks de Brighton le premier septembre, escaladant des projecteurs de trente mètres de haut pour déployer des banderoles « Simon Jones repose en paix » et « la précarisation tue ». Au sol, les portes des docks ont été bloquées et les travailleurs ont distribué des tracts jusqu'à ce qu'Euromin, enfin, accepte de fermer les docks pour la journée, et de donner congé aux travailleurs. Le premier septembre aurait dû être le vingt-cinquième anniversaire de Simon Jones s'il n'avait pas été assassiné par cette exigence des patrons pour toujours plus de profit. Deux jours plus tard, les camarades ont occupé les bureaux de Personnel

Selection, l'agence d'intérim qui avait envoyé Jones à la mort. Dehors ses amis ont distribué des tracts aux passants : « Pourquoi des agences d'intérim comme Personnel Selection touchent la moitié de votre salaire quand c'est vous qui faites le travail ? » Sous la pression, l'agence a dû fermer pour la journée.

L'agence pour l'emploi a exercé des pressions sur Jones pour le faire signer un contrat avec Personnel Selection conformément à son effort pour obliger les chômeurs à accepter n'importe quel travail, même dangereux et mal payé. L'agence d'intérim l'a envoyé travailler à Euromin comme débardeur, travail pour lequel il n'avait aucune formation ni expérience. Il travaillait depuis une heure sur le bateau quand sa tête à été écrasée par la benne d'une grue.

La mort de Jones est tragique, mais ce n'est pas un accident. Elle est le résultat direct de l'utilisation d'emplois « flexibles » et à bas salaires. Leur utilisation est maintenant endémique en Grande-Bretagne et de plus en plus à travers le monde. La précarisation s'est installée de nouveau dans tous les docks anglais depuis l'abolition du statut national des dockers en 1989. Pas de vacances ni de congés maladie, pas de sécurité d'emploi, plus d'accidents et de morts. En quatre ans, le taux d'accidents dans les docks britanniques a été multiplié par trois. Mais les avantages pour les compagnies concernées sont énormes - une économie de 41 % de salaires due fait de 5000 licenciements et de l'utilisation d'une main d'œuvre moins chère avec moins de droits.

Bob Ritchie, un des cinq cents dockers de Liverpool licenciés, a participé à l'action du premier septembre, et a expliqué que leur grève, qui a duré deux ans, visait aussi à « prévenir des morts comme celle-ci, qui sont inévitables avec une main-d'œuvre précaire et non formée. Avant la précarisation, cet événement n'aurait pas eu lieu. Si ont autorise les entreprises à employer de la main-d'œuvre précaire pour des emplois demandant une qualification, l'augmentation des décès continuera. »

Secrétariat aux Relations internationales  
de la Fédération anarchiste

dans le monde

# Été meurtrier en Chine

LES PLUIES DILUVIENNES ET ininterrompues pendant tout le mois de juillet ont entraîné dans le bassin du Yang-Tseu, le plus grand fleuve de Chine, long de 6380 km dans le sud du pays, une telle montée des eaux que début août on dénombrait officiellement 1500 morts et 3 millions de sans-abris et le grand centre industriel de Wuhan, conurbation de 7 millions d'habitants et nœud névralgique de communication entre le nord et le sud du pays, s'est retrouvé gravement menacé. Le régime a alors décidé de faire sauter les digues, sacrifiant les zones rurales pour sauver les villes. Il avait le souvenir du précédent historique de 1954 – sans parler de celui de 1931 mais qui combattait au Parti nationaliste de Chiang Kaishek – dont le bilan est estimé à plusieurs centaines de milliers de morts, passés alors sous silence par le Parti communiste. 800 millions de mètres cubes d'eau ont ainsi été déversés dans les campagnes environnantes mais le dynamitage contrôlé de ces digues secondaires retardé parfois par l'opposition des populations comme a du le reconnaître l'agence officielle Chine Nouvelle – n'a pu empêcher la rupture naturelle de digues majeures comme celle qui s'est produite le 7 août à Jiujiang, ville de 500 000 habitants en aval de Wuhan dans la province du Jiangxi, noyée sous deux mètres d'eau, faisant des milliers de disparus.

## Propagande nationaliste

L'alerte maxima à Wuhan fut atteinte dans la nuit du 9 au 10 août ou le niveau par rapport au lit du fleuve monta jusqu'à 20,39 m (record de 1954 : 20,73 m) avant d'amorcer une lente mais régulière décrue. Mais le nord-est du pays s'est retrouvé lui aussi ravagé par les inondations du fait d'une crue de la rivière Songhua, affluent de l'Amour, menaçant directement Harbin, place forte industrielle peuplée de 9 mil-

lions d'habitants, et les champs de pétrole de Caqing : 2 500 des 25 000 puits fournissant la moitié de la production nationale se sont retrouvés sous les eaux. Le régime a alors mis en route la machine de propagande de l'armée, à pied d'œuvre jour et nuit, censée ainsi montrer son dévouement à la nation, « en faisant corps avec la digue », sous l'œil bienveillant des caméras officielles. Cet élan patriotique était destiné à écarter le risque social de jouer la ville contre la campagne et à occulter le laxisme de l'Administration alors que la Chine vient de connaître 7 années consécutives d'inondations, avec à chaque fois des millions de gens jetés sur les digues sans avoir eu le temps de n'emporter plus qu'un maigre baluchon, entassés dans des refuges, condamnés

plus en plus catastrophiques, car on n'a plus recours aux méthodes traditionnelles de régulation, à savoir le désenvasement régulier du lit du fleuve qui s'est surélevé de plusieurs mètres par rapport à la plaine du fait d'un phénomène de sédimentation accéléré du au déversement de dizaines de milliers de tonnes de terre, de débris divers, et de résidus solides et polluants de surcroît. Contraste saisissant que le spectacle de ces digues avec plusieurs mètres en contrebas les plaines surpeuplées.

## Déforestation et barrage

Mais si certaines digues ont été parce que leur entretien a été mal assuré à cause du relâchement du contrôle social et de la régression depuis vingt ans de la notion de ser-

barrage des Trois Gorges, une priorité pour le régime qui entend démontrer ainsi qu'il dispose bien de la maîtrise du fleuve, fondement de l'autorité depuis les temps anciens – dont le coût est tel qu'il n'y a plus de fonds pour procéder au dragage régulier et à l'entretien des berges permettant un contrôle hydraulique tant du fleuve principal que de ses affluents.

Si avec le recul des inondations amorcé début septembre la situation à nouveau « normale » constitue pour le président Jiang Zemin un « succès de la guerre du peuple mené contre les flots » et illustre la « supériorité du socialisme » (sic !), le bilan officiel (1) est toutefois bien lourd : 28 provinces touchées, un Chinois sur cinq affecté à un degré ou un autre par le désastre, soit 240

très fréquent » (2) et officiellement en cinq ans 158 000 cadres ont été sanctionnés pour malversations. Et pour la première fois la répression a frappé jusqu'au sommet de l'appareil d'Etat. L'ancien maire et chef du Parti communiste à Pékin, Chen Xitong, a été finalement inculpé à la mi-juillet, après trois ans d'atermoiements, pour avoir touché des pots-de-vin en matière de promotion immobilière et s'être livré à des détournements de fonds publics entre 1983 et 1993 pour un montant de 13 milliards de francs (3), soit le tiers du budget national de l'éducation!

Figure emblématique de cette nomenklatura corrompue, il a été l'un des plus farouches partisans de la répression du deuxième Printemps de Pékin en juin 1989 et pour prix de ses services s'était porté candidat au poste de Secrétaire général du Parti. Jiang Zemin lui a été préféré, et devenu également entre temps président de la République, il a trouvé là le moyen d'écarter un rival potentiellement dangereux qui aura ainsi joué le rôle de la « victime expiatoire » qui paie pour le Parti. Condamné le 30 juillet à 16 ans de prison – alors que pour des méfaits de bien moindre ampleur, la peine de mort est couramment appliquée –, son appel a été rejeté le 20 août. À peine plus d'un mois entre l'inculpation et la confirmation de la condamnation en appel, c'est ce qu'on appelle la justice express!

Mais Chen Xitong n'est pas un élément isolé. La criminalisation de l'appareil d'Etat est bien engagée à l'instar de cet Etat dans l'Etat qu'est l'Armée. Plus de 20 000 entreprises dépendent des militaires chinois et leur procurent un revenu de 50 à 60 milliards de francs échappant à l'impôt par le placement dans des paradis fiscaux offshore. Import-export, tourisme, transports, immobilier, hôtellerie de luxe, boîtes de nuit, accessoires sexuels, mais aussi bordels, contrefaçon industrielle, fabriques d'armes clandestines (4), contrebande (essence, automobiles, cigarettes) privant les douanes de recettes évaluées à 12 milliards de francs et où elle se trouve en concurrence avec le Bureau de la Sécurité chinoise, et cerise sur le gâteau, la spéculation sur le yuan alors qu'on est dans une période critique où les autorités monétaires luttent avec la dernière énergie pour conserver la parité de la monnaie nationale! Un comble pour une institution censée être le fer de lance du patriotisme et l'emblème de la souveraineté nationale. La Chine rouge est devenue *China Incorporated*...

## J-J Gandini

(1) Selon d'autres sources non officielles comme le « Centre d'Information sur les droits de l'homme et le mouvement démocratique en Chine » basé à Hong-Kong, le nombre de morts doit être multiplié au moins par deux et le montant des dégâts est plus proche en réalité de 200 milliards de francs.

(2) *Le Monde* 9 juillet 1998

(3) Sachant qu'un ouvrier qualifié à Pékin gagne au bout de 15 ans d'ancienneté environ 1000 yuans par mois, soit 700 F, cela équivaut au salaire annuel de 1 500 000 ouvriers!

(4) « Chine, mot d'ordre : essaiage tous azimuts » in *La Recherche* n° 313



à mendier auprès de l'Etat des moyens de survie chichement distribués.

Pourquoi ces inondations à répétition? Dans le bassin du Yang-Tseu les paysans et les industriels ont peu à peu grignoté les zones tampons, naturellement inondables, au fil des ans et d'un taux de natalité galopant : zones industrielles et champs de pastèques se sont ainsi rendus vulnérables aux crues du fleuve. En outre les inondations deviennent de

vice d'intérêt public, il ne s'agit là que d'une conséquence. En amont, il y a une double cause : d'une part la déforestation – les populations pauvres des régions montagnardes pratiquant des coupes massives de bois de chauffage – entraînant le ravinement du sol et la pollution des nombreuses usines installées le long du fleuve fonctionnant au charbon et rejetant leurs divers résidus sans traitement, et d'autre part la construction du colossal et controversé

millions de personnes, 3 000 morts, 15 millions de personnes déplacées, 21 millions d'hectares de champs recouverts par les eaux, 6 millions d'habitations détruites, 12 millions endommagés et le coût économique s'élève à 125 milliards de F soit 2% du P.I.B.

Des mesures palliatives ont été prises mais uniquement afin de parer au plus pressé, le court terme l'emportant, ici comme ailleurs en Chine, sur le long terme. C'est le règne de l'argent-roi. Dans la propagande véhiculée par les médias, la figure de l'entrepreneur s'est substituée à celle du héros du travail des années 1960. Et le Parti communiste restant le détenteur exclusif du pouvoir, c'est l'ensemble du secteur public qui s'est lancé dans les affaires, à l'instar du plus haut organe du gouvernement, le Conseil d'Etat, qui exploite une large gamme d'affaires, pratique l'import-export et a pris une participation dans la plus importante compagnie d'investissement du pays, qui détient également d'énormes intérêts à Hong-Kong, la CITIC : *China International Trade and Investment Corporation*.

## L'Etat-Mafia

C'est la corruption généralisée. La pratique des « enveloppes rouges » touche toutes les couches de la société, du petit fonctionnaire villageois au sommet de l'Etat-Parti, les industriels installés en Chine estimant qu'aucune opération économique n'échappe à la règle de la commission. Le porte-parole du gouvernement a lui-même reconnu que « le phénomène de la corruption est

## dans la toile

Après cette journée du 24 octobre 1998, voici un site en italien recensant les actions entreprises contre les centres de rétention (<http://www.sherwood.it/semira/semira.htm>).

Il existe maintenant un site multilingue pour soutenir les réfugiés de tous les pays (<http://www.tao.ca/~ocap/immigration/>). Maintenant, une adresse pour découvrir comment et où l'armée américaine entraîne des terroristes (<http://humanrights.miningco.com/library/weekly/aa101798.htm>).

Le volume 3 du SIPAZ (*Servicio Internacional para la Paz*) est désormais en ligne (<http://www.nonviolence.org/sipaz/vol3no4/indexe.htm>) avec de nombreux articles sur la situation au Chiapas. Intéressant aussi, le site de la désobéissance civile électronique (<http://www.thing.net/~rdom/ecd/ecd.html>) qui explore d'autres moyens de lutter.

Une initiative à suivre, la FSTV (*Free speech TV*), une télé câblée aux states qui veut donner la parole aux sans tout et qui propose une partie des ses programmes sur le net (<http://www.freespeech.org/fstvi/>). Sur Canalweb, retrouvez l'Art Action Symposium (<http://www.canalweb.net>) qui recense les performances de 1958 à 1998.

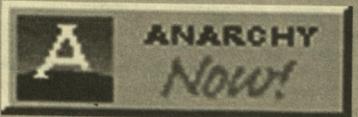
Si vous voulez savoir comment la lutte des lycéens a été vécue en Grande-Bretagne, un site propose

son regard sur les dernières semaines (<http://www.duende.demon.co.uk/strike/childstrike.html>), ainsi que des articles sur d'autres « children's strikes ». Sur la même machine (<http://www.duende.demon.co.uk/>) un site intéressant sur les féministes contre la censure, une bibliographie des zines anglais, un who's who de la SF et la page Rob Hansen, un SciFiste pointu. Par ailleurs, Antifaf, l'annuaire des sites antifascistes recherche un chroniqueur pour rédiger des articles hebdomadaires. Allez jeter un œil sur le site, rubrique Actu (<http://www.mygale.org/antifaf>) et contactez-les ([antifaf@mygale.org](mailto:antifaf@mygale.org)). Ils cherchent aussi des chasseurs d'URL...

Notez en passant ma nouvelle adresse ([BlueEyedKeyboard@caramail.com](mailto:BlueEyedKeyboard@caramail.com)) A bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard

[BlueEyedKeyboard@caramail.com](mailto:BlueEyedKeyboard@caramail.com)



CINEMA

# Terminus Paradis

## Lucian Pintilie

**U**N CINÉMA COUP DE POING : une chasse à l'homme ouvre *Terminus Paradis* ! Cette course frénétique pour abattre un homme avait été relatée par la presse roumaine. Dans ses films Pintilie se saisit toujours d'éléments vrais, même s'il ne part que d'un détail. L'incident banal, on tire sur un déserteur, devient dans l'œil de ce grand cinéaste (*Le chêne, Un été inoubliable, Trop tard*) une déferlante : la police, l'armée sont ridiculisées. Certes, ils peuvent tuer, mais ils sont tellement loin des motivations de vie du personnage-déserteur que leurs tirs touchent d'abord les hommes de leur propre camp. Pendant qu'on évacue les blessés dans leurs rangs, le déserteur court toujours. Mais hélas, un hélico pointe son nez et c'est clair que le fuyard n'aura aucune chance.

La force du cinéma de Pintilie et la puissance de ses images viennent incontestablement des aspects fictionnels, qu'il sait injecter à ces histoires réelles, aux faits divers. Au sommet de son art, il prend le temps d'ajuster les formes, de trouver des visages pour incarner des destins. À partir d'éléments réels, Pintilie compose sa charge contre un État certes « ex-Ceaucescu », mais encore malade de sa dictature, contaminé jusqu'au plus profond dans son fonctionnement. Il montre

comment se perpétue dans les institutions toute la violence d'un appareil de répression toujours intacte. Les personnages, somme toute, très ordinaires, n'aspirent qu'à des choses très simples. Vivre en paix avec l'élu(e) de leur cœur. Mais les deux ans de service militaire que Mitu, le garçon porcher, doit effectuer, anéantissent tout. Donc quand on leur refuse tout, les personnages de Pintilie se révèlent, créent, sont absolument géniaux pour abolir tous les obstacles. Hélas, pour le faire ils enfreignent les lois et courent donc tout droit à leur perte. Car les peines ne peuvent être autre que capitales, donc définitives. Ainsi Mitu, porcher, ne va pas vivre une longue vie avec sa belle. Il a

beaucoup trop d'idées en désaccord avec ces institutions qui le persécutent. Par une très belle idée de mise en scène, Mitu va réussir son plan, mais il n'aura plus le temps de le vivre. Fin magnifique pour ce film tendre et violent qui donne avec beaucoup de finesse la température de l'après-Ceaucescu et brode autour du thème cher au cinéaste que sous n'importe quel régime on massacre les innocents.

Comme au début du film, la police et l'armée vont recommencer leurs bavures, unies dans l'excitation d'une chasse à l'homme commanditée. Allez contempler cette double fin d'un film cousu au fil de fer, mais qui ôte les barbelés côte cœur.

Heike Hurst (Fondu au Noir)



# Roland Biard (1942-1998)

**N**OUS VENONS d'apprendre avec tristesse le décès de notre compagnon et ami Roland Biard, le dimanche 4 octobre. Emporté en trois semaines par un foudroyant cancer, il avait activement milité dans le mouvement anarchiste entre 1961 et 1975 : cofondateur, avec le signataire de ces

lignes, du groupe d'Etudes et Action anarchiste (tous deux âgés alors de 19 ans) Roland était le fils de membres haut placés de l'appareil stalinien du P.C.F., avec lesquels il avait rompu très jeune, ayant rejeté les mensonges et hypocrisies du pseudo « parti de la classe ouvrière ».

Bien que plutôt placide et pacifique, il était d'un grand courage physique : il avait

été présent à toutes les manifestations anarchistes contre la guerre d'Algérie, en 1961-62, dont celle, tragique, de Charente. Il était aussi présent, comme bon nombre de compagnons, la fameuse nuit des barricades du 10 mai 1968. Partisan d'une organisation spécifique anarchiste-communiste, il avait été secrétaire de l'Union des Groupes anarchistes communistes de 1964 à 1966, puis cofondateur du groupe Kronstadt (qui compta dans ses rangs Daniel Guérin), du mouvement communiste libertaire, puis avait rejoint l'Organisation révolutionnaire anarchiste (O.R.A.) en 1971, qu'il quitta en 1974 désabusé par les manœuvres de certains leaders « charismatiques » et surtout le manque de maturité organisationnelle et politique de la plupart des membres. D'une grande capacité de travail, il s'était consacré à la publication de plusieurs ouvrages : *Histoire du mouvement anarchiste depuis 1945, La Commune de Budapest* (sous le nom de R. Bardy), *Dictionnaire de l'extrême gauche en France*, etc. Il avait publié de nombreux articles, signés Julien Stern ou anonyme dans la presse libertaire. De profession instituteur, devenu professeur d'histoire, il avait préféré quitter Paris pour redevenir institut dans sa chère Charente en 1975. Bon vivant, recevant avec beaucoup de fraternité tous les copains chez lui, il laisse à ceux qui l'ont connu le souvenir d'un bon et franc camarade. Signalons aussi sa grande passion pour la philatélie, laquelle le délaissait de ses soucis quotidiens. Il s'était retiré depuis sa retraite, il y a un an auprès de sa dernière compagne en Belgique. Fidèle à ses convictions, il a voulu être incinéré enroulé dans un drapeau noir.

Alexandre Skirda

## RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 29 octobre à 18 heures :

*Ci Vis Pacem* : le pacifisme en Allemagne depuis la chute du mur de Berlin.

jeudi 29 octobre à 20h 30 :

*Microclimats* : « le commerce équitable » avec Victor Ferreira de l'association max havelaar.

samedi 31 octobre à 10 heures :

*Chronique syndicale* : la réduction du temps de travail.

samedi 31 octobre à 11 h 30 :

*Chronique rebelle* : le rap.

lundi 2 novembre à 19 h 30 :

*La mémoire sociale* : Histoire des socialismes : le saint-simonisme.

mercredi 4 novembre à 10h 30 :

*Blues en liberté* : Afrique et blues.

mercredi 4 novembre à 14 heures :

*Le Manège* : avec Bertrand Blier, pour son roman « Existe en blanc ».

mercredi 4 novembre à 17 heures :

*Décalage horaire* : avec Geoffrey Oryema.

## à la petite semaine

### Une belle compétition

À en croire les chroniqueurs avisés, la plus extrême pagaille régnait en Russie, où plus rien ne fonctionnait vraiment. On ne nous le dit que timidement, et c'est dommage, mais un secteur de l'économie échappe toutefois au marasme et sauve l'honneur, puisque ce pays arrive à un quatrième rang prometteur parmi les pays fournisseurs d'armements pour l'année 1997.

Soumis à des pressions trop fortes pour lui, qui l'obligeront sans doute bientôt à relâcher l'ex-dictateur du Chili, malgré une volonté farouche de faire justice, puisque de gauche, le gouvernement des *golden boys* thatchéro-travailleurs se verra consolé par une belle deuxième place à ce même classement de ventes mondiales d'engins meurtriers.

Toujours sur la défensive malgré les accords de paix, contraint de transformer son territoire en camp retranché, l'État d'Israël, gros fabricant d'armes à usage interne, a su néanmoins s'ouvrir à l'exportation, effort méritoire qu'une louable cinquième place dans la hiérarchie des VRP guerriers est venue récompenser.

Un PACS manqué, des lycéens révoltés, des retraités dans la rue, un mécontentement diffus, et voilà le nuage rose pluriel qui prend l'eau. Par bonheur, il est un domaine où l'état de grâce continue, le commerce de mort clé en main, qui vaut au pays de Jospin d'accéder au podium avec une estimable troisième place.

Il fallait bien sûr garder les meilleurs pour la fin : les États-Unis, immuables et à nouveau faciles vainqueurs de cette noble et profitable compétition meurtrière, dans laquelle se seront distingués cinq grandes et belles démocraties morales, suréquipant en armements, pour un meilleur équilibre de leur économie, ces pays d'Asie, du Proche et du Moyen-Orient heureusement connus pour leur tolérance maniaque et un pointilleux respect envers leurs opposants.

Floraléal

## copinage

Deuxième édition des *Nuits blanches pour Chansons noires* les 6 et 7 novembre à 20 h 45 au Train Théâtre de Portes-lès-Valence (26), avec Bernard Meulien et Lény Escudero (le 6), Jean-luc Debattice, Henri Tachan et Casse-pipe (le 7). Le 6 : 150 F ; le 7 : 150 F (avec repas) ; les deux séances : 250 F. Réservations : 04 75 57 14 55. Présence d'une table de presse de la librairie la Plume noire lors des deux soirées.

Marie-Josée Vilar chantera le vendredi 30 octobre à 20 h 30 à l'Espace Renaudie, à Aubervilliers (93). Places à 50 F et 35 F. Rés. : 01 48 34 42 50.

Marc Ogeret chante Ferré au Sentier des Halles (50, rue d'Aboukir, Paris 2<sup>e</sup>) du 3 au 14 novembre (du mardi au samedi à 20 heures). Rés. : 01 42 36 37 27.

## LECTURE

### Salutaire récidive

Il en sera de toute évidence beaucoup moins question dans les gazettes et sur les ondes que des Houellebecq et autres Pue-du-bec de la rentrée littéraire. C'est pourtant l'une des bonnes surprises de ce mois d'octobre éditorial que cette nouvelle réédition de *La Guillotine* du sexe de notre ami Jacques Lesage de La Haye (1).

Nous avons dit ici même tout le bien que nous pensions de cet ouvrage courageux et essentiel (2), qui fut longtemps le seul et qui reste aujourd'hui encore l'un des trop rares à tenter de briser le tabou sur la question de la sexualité en milieu carcéral.

Si vous ne l'aviez pas encore découvert, procurez-vous toutes affaires cessantes ce document sociologique de tout premier plan, s'il est vrai que rien de ce qui est humain ne vous est étranger et que tout ce qui est inhumain vous révolte. L'auteur a, de plus, ajouté à l'édition précédente une introduction utile où il se livre à un rappel historique des luttes et des diverses expérimentations menées autour du droit au « parler libre », la « roulotte », la « chambre conjugale », la « caméra intime », autant d'appellations, suivant pays et époques, pour désigner le lieu où tout individu prisonnier puisse retrouver, au long de sa détention, la personne aimée pour y connaître des relations sexuelles régulières. L'éditeur, lui, a fait précéder ce texte d'une préface courte et vigoureuse de Patrick Marest, délégué de la section française de l'Observatoire des prisons.

Bravo et merci pour cette salutaire récidive.

Jean Robin

(1) *La Guillotine* du sexe. Jacques Lesage de La Haye. Éditions de l'Atelier. En vente à la librairie du Monde libertaire, 120 F.

(2) Voir dans le numéro d'été 1992 du *Monde libertaire* « L'Univers carcéral mis à nu ».

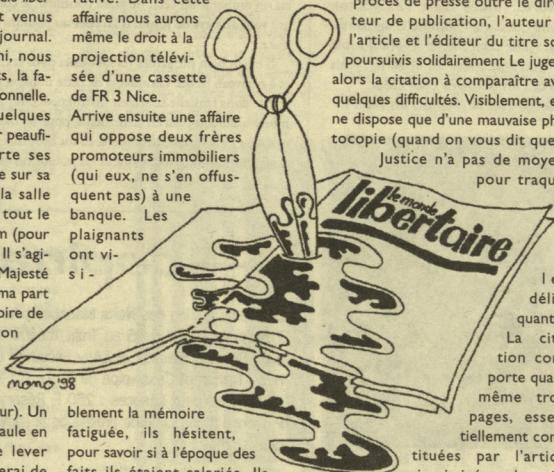
# Un après-midi de chien ou le Monde libertaire rend visite aux magistrats

**L**UNDI 19 OCTOBRE 13 H 30. Nous sommes une bonne cinquantaine à faire le pied de grue devant le portique antiterroriste, moderne sésame qui donne accès au palais de Justice de Paris. L'accusé, notre compagnon A. Devriendt, directeur de publication du *Monde libertaire*, relit placidement le texte qu'il a préparé pour sa défense. Sont présents, des lecteurs de notre hebdo, des militant(e)s de la Fédération anarchiste et d'organisations libertaires proches, des sympathisants, des auditeurs de *Radio libertaire*. Tous ces amis, sont venus soutenir la cause de notre journal. Ce premier obstacle franchi, nous accédons au saint des saints, la fameuse 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle. Notre avocat échange quelques mots avec A. Devriendt pour peaufiner notre tactique. Il porte ses décorations bien en évidence sur sa robe. Nous entrons dans la salle d'audience où comme dans tout le palais, tout n'est que décorum (pour impressionner le prévenu?). Il s'agirait en fait de symboliser la Majesté de la Justice. Je trouve pour ma part cela plutôt kitch, clinquant, voire de mauvais goût. La cour fait son apparition quelques minutes après. Une cour exclusivement féminine (juge,

ou deux heures sur leur temps de travail, ils ne verront pas la fin du film. Il va nous falloir patienter en écoutant des affaires où le pognon émerge de partout.

## Faits divers

Le juge : M. X Vous êtes promoteur immobilier ?  
- M. X : Non Madame le juge : Marchand de biens... à la retraite... Effectivement la nuance est de taille, elle est surtout un peu moins péjorative. Dans cette affaire nous aurons même le droit à la projection télévisée d'une cassette de FR 3 Nice. Arrive ensuite une affaire qui oppose deux frères promoteurs immobiliers (qui eux, ne s'en offusquent pas) à une banque. Les plaignants ont vi-



blement la mémoire fatiguée, ils hésitent, pour savoir si à l'époque des faits ils étaient salariés. Ils hésitent, quand on leur demande s'ils paient une pension alimentaire. Ils hésitent, même quand on leur demande s'ils ont des enfants et combien. L'un d'entre eux à la question avez vous des enfants, s'écrie : « Comme mon frère ». Il avait répondu de la même façon sur son salaire. Il est vrai que tout tourne autour d'une caution de 250 000 F. À ce prix là, il ne faut pas répondre légèrement. Vers les quatre heures nous avons le droit à une pause. Elle

est la bienvenue car les sièges sont particulièrement inconfortables. Sans doute pour que personne ne s'endorme. Ce qui serait sans doute pris comme une terrible insulte à la Justice.

## L'avocate s'emmêle

Le juge fait appeler notre compagnon Devriendt à la barre. Il décline son identité, ses revenus et le nombre de ses enfants (sans aucune hésitation). Comme dans tous les procès de presse outre le directeur de publication, l'auteur de l'article et l'éditeur du titre sont poursuivis solidairement. Le juge lit alors la citation à comparaître avec quelques difficultés. Visiblement, elle ne dispose que d'une mauvaise photocopie (quand on vous dit que la Justice n'a pas de moyens pour traquer

D. Jacoby fournit copie du dépôt légal du *Monde libertaire*. Pour l'auteur de l'article, il tente d'invoquer la nullité de procédure. La citation lui est parvenue au journal et non à son adresse personnelle. Mais comme D. Jacoby ne représente pas G Lecardinet, le juge refuse de prendre cette argument en considération.

L'avocate de Pajon reprend alors dans le détail (fastidieux) les termes de la citation et ce qui motive selon elle, cette demande de réparation suite à la diffamation subie par son client. Notre avocat en profite pour contester la validité de la procédure, demandant à la cour d'examiner la nullité de celle-ci. Pour D. Jacoby, la citation est tellement confuse qu'il ne peut assurer correctement la défense de son client. C'est donc le droit essentiel de la défense qui est mis en question. Comment répondre à une question précise quand celle-ci est noyée dans trois pages de texte.

## Petite leçon de droit

La parole est ensuite donnée à Mme le procureur. Celle-ci donne d'abord une petite leçon de droit à l'avocate pajonesque. Elle lui explique que fasse à des pseudonymes, il y a des

procédures à appliquer, ce qu'elle ne devrait pas ignorer. Puis, citation en main, en en reprenant chacun des paragraphes, elle déclare en termes choisis, à l'avocate de l'édile de Noisy qu'elle a fait un boulot de cochon. Ce qu'elle présentait comme l'essentiel de la diffamation - « il ne fait pas son travail de maire » - ne méritant peut être même pas cette qualification; qu'elle aurait pu appuyer sa citation sur d'autres éléments tournant autour de l'injure et de l'insulte. Pan sur le bec!

Le juge déclare alors que la cour va se retirer pour examiner la demande en nullité avancée par Maître Jacoby. La réponse nous sera donnée le 16 novembre 1998. Il est 17 heures. La salle se vide d'un seul coup de son public. Les deux fléchisseurs des R. G nous suivent. Nous saurons dans trois semaines si le tribunal accepte la nullité de procédure. Tout s'arrête alors, ou si les poursuites engagées contre le *Monde libertaire* sont maintenues. Dans ce cas notre avocat devra plaider la justesse de notre cause et le bien fondé de notre article. Pendant ce temps là, bien évidemment la mobilisation se poursuit autour et pour le *Monde libertaire*.

Clément Duval

## A G E N D A

### jeudi 29 octobre

**LYON** : Débat sur l'affaire Mumia Abu Jamal (militant noir américain condamné à mort bien qu'innocent...) à 21 heures au Café libertaire (19, rue Pierre Blanc (1<sup>er</sup>), entrée par l'allée).

### vendredi 30 octobre

**MONTPELLIER** : Projection du film « Docteur Folamour » de Stanley Kubrick suivi d'un débat sur l'antimilitarisme à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.

### samedi 31 octobre

**MARSEILLE** : L'Union régionale de la F.A. et l'UL-CNT organisent la 5<sup>e</sup> nuit de l'Anarchie à partir de 18 heures au Théâtre Tourny (16, passage Léo Ferré, Métro national et Bus 89). Au programme : Débats, tables de presse, buffet, buvette, musique, vidéos. Entrée gratuite.

**MARSEILLE** : Le RIRe et le CIRA organisent un débat sur l'antimilitarisme à 17 heures au 3, rue Saint-Dominique avec Michel Auvray, auteur de « L'Âge des casernes ».

**PARIS** : La librairie du *Monde libertaire* organise un forum sur Michel Bakounine avec René Berthier à 16 h 30, 145 rue Amelot (11<sup>e</sup>).

### mardi 3 novembre

**VANNES** : Le groupe libertaire René Lochu organise un débat sur l'éducation avec l'école libertaire Bonaventure et le lycée autogéré de Paris à 20 h 30 au palais de Arts.

### jeudi 5 novembre

**NANTES** : A l'initiative de la C.N.T., la F.A. et le S.C.A.L.P. est organisée une rencontre-débat avec Lian Flynn, responsable du syndicat maritime américain I.W.W. 17, rue Bellamy à 20 h 30.

### vendredi 6 novembre

**MONTPELLIER** : Débat à l'initiative du groupe Un Autre futur de la Fédération anarchiste « Contre l'incinération et le recyclage : gestion directe des déchets » à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne d'Arc à 20 h 30.

**PARIS** : La Lanterne noire projettera *Rif-Raf* de Ken Loach au local La Rue, 10 rue Robert Planquette (18<sup>e</sup>), M<sup>o</sup> Blanche ou Abbesses.

**PARIS** : Une projection du documentaire *Parti les mains vides* (sur les sans-papiers) aura lieu à la librairie du *Monde libertaire* à 19 heures, 145 rue Amelot (11<sup>e</sup>).

## Allègre : le mépris

dans les rues, les médias ont l'habitude de se focaliser sur les « casseurs ». Le phénomène n'est pas nouveau et ce mouvement ne fait pas exception à cette règle bien établie. La télévision préfère montrer quelques vitrines brisées plutôt que s'intéresser réellement à des manifestations regroupant des centaines de milliers de lycéens.

Dans le climat sécuritaire qui domine l'actualité, l'État a largement déployé ses forces de l'ordre établi. Le mardi 20 octobre à Paris, ils étaient plus de 5 000 pour un peu moins de 30 000 jeunes. À cette occasion, les lycéens venant de banlieue ont été fouillés à de multiples reprises : dans les trains et les gares, avant d'accéder place de la Nation puis tout au long de la manif. Casquette, écharpe, survêtement et baskets de marque, un « uniforme » qui vaut contrôles permanents.

Légitimée, banalisée, cette pratique de fouille systématique est pourtant lourde de conséquences. Elle signifie qu'une population dans son ensemble,

celle des cités, est considérée comme potentiellement criminelle. À cet égard, le témoignage d'un responsable policier interrogé avant le début de cette manif est édifiant. Cité par *Le Monde*, ce haut gradé estimait le nombre de « casseurs » présents « entre 500 et 1000 ». Pourtant aucune vitrine n'avait encore volé en éclats...

## Un malaise sociétaire

À l'évidence, le problème n'est pas que financier, même si l'éducation, comme l'ensemble des services sociaux, souffre des restrictions budgétaires motivées par les politiques d'austérité que nous imposent tous les gouvernements, de droite comme de gauche, depuis quinze ans.

Le lycée ne peut plus être une caserne soigneusement close, comme mise à l'écart de la société réelle. Les lycéens exigent d'être traités comme de jeunes adultes et non pas comme des élèves, comme des gamins. En conséquence, le

suite de la première page

bahut doit cesser d'être un lieu de dressage pour devenir un lieu de vie, un lieu d'apprentissage à la vie. Pour y parvenir, il faudra bien autre chose que les vagues mesures concernant la « démocratie lycéenne » annoncées par Allègre.

Par sa portée globale, dépassant le strict cadre des questions d'éducation, le conflit de Seine-Saint-Denis peut certainement être considéré comme le précurseur du mouvement actuel. D'ailleurs, les lycées de banlieue y jouent un rôle souvent déterminant. Ce n'est certainement pas hasard, c'est là où s'expriment le plus clairement l'injustice, le mépris et le sentiment d'abandon que ressentent les lycéens.

Incontestablement, les lycéens en grève expriment un malaise global. La peur du chômage, des petits boulots, en un mot de la vie de merde que leur réserve cette société, donne son sens à ce mouvement. À leur niveau, ils y répondent de la meilleure manière : par la lutte et la solidarité.

Patrick. - groupe Durruti (Lyon)